

Macron : 6 ans déjà, 6 ans de trop !

Pour l'abrogation de la loi sur les retraites : rupture définitive des concertations avec le gouvernement !

La réforme des retraites imposée à coups de 49.3, de 47.1, et de votes bloqués, c'est l'aboutissant de 6 années de politique contre les travailleurs et la jeunesse : une politique marquée entre autres par l'inacceptable réforme du chômage

Et, depuis 6 ans, face aux manifestations et grèves contre sa politique, Macron a usé de la politique du dialogue social avec les dirigeants syndicaux accompagnée de mesures liberticides (comme l'état d'urgence sous prétexte de lutter contre le Covid 19) de répression policière systématique notamment contre les Gilets jaunes et contre quasi toutes les manifestations

Ce n'est pas un hasard si, durant le même temps, Macron a tenté de faire bisounours avec le dictateur Poutine et, désormais, avec celui de Pékin. Car, à l'échelle internationale comme au niveau français, Macron défend uniquement les intérêts des capitalistes français qui exigent de pouvoir produire à bas prix en France et de pouvoir exporter à tout va en Russie (alors que Poutine mène la guerre pour détruire l'Ukraine indépendante) et en Chine (alors que Xi Jiping prépare la guerre pour faire main basse sur Taïwan).

Macron s'est également appuyé, pour cette politique réactionnaire, sur tout un panel d'outils antidémocratiques que lui offrent les institutions de la V^e République gaulliste (domination du pouvoir exécutif sur celui législatif, politique étrangère et politique militaire chasse gardée du président-bonaparte, etc). Sans compter le Conseil constitutionnel chargé de conforter l'hégémonie de l'exécutif (et sans compter non plus le RIP – référendum d'initiative partagée – qui constitue au minimum un véritable miroir aux alouettes).



Et, s'appuyant sur l'avis du conseil constitutionnel puis la promulgation nocturne de la réforme des retraites, Macron propose une fois encore aux dirigeants syndicaux de reprendre les discussions comme si de rien n'était tandis que Borne annonce vouloir accélérer les réformes.

Dans son discours du 17 avril, qu'a annoncé Macron ? Des phrases, des phrases, toujours des phrases, pour enrober l'essentiel : à travers trois chantiers, il entend continuer la mise en œuvre de son programme politique. Un seul exemple : il veut renforcer « *le contrôle de l'immigration illégale* ».

Et, pour ce faire, de nouveau, il propose du dialogue social avec les syndicats.

Les dirigeants syndicaux ont annoncé qu'ils cesseraient toute discussion sur quelque sujet que ce soit avec le gouvernement : c'est reconnaître – à juste titre - la nocivité du dialogue social avec le gouvernement.

Mais pourquoi limiter ce boycott du dialogue social à une « période de décence » (selon les termes de responsables syndicaux), pourquoi limiter ce boycott à 15 jours et le reprendre ensuite à partir du 1^{er} mai ?

Participer (de nouveau) à ce dialogue social réclamé par Macron, ce serait lui re-donner de la légitimité, alors que durant plus de trois mois de mobilisation, les travailleurs lui ont au contraire dénié toute légitimité à mener sa politique.

Par ailleurs, les responsables syndicaux disent vouloir poursuivre le combat pour l'abrogation de la réforme des retraites. L'un d'eux (Laurent Berger) dit vouloir « *casser la baraque* » (« *en nombre de manifestants* ») le 1^{er} mai. Mais alors, pourquoi n'organisent-ils pas une manifestation centrale à Paris pour le retrait de la réforme, contre le Pouvoir ?

Dans cette situation, trois leçons peuvent être d'ores et déjà tirées :

- On ne peut pas combattre une réforme réactionnaire, on ne pourra imposer l'abrogation de la réforme des retraites, en reprenant le dialogue social que recherche le gouvernement
- On ne peut combattre contre cette politique en préservant Macron et en ne centrant pas la mobilisation contre ce pouvoir politique
- On ne pourra en finir avec cette politique sans réaliser l'unité des organisations du mouvement ouvrier (partis et syndicats) pour en finir avec la V^e République : non pas au profit d'une VI^e République protégeant elle aussi la bourgeoisie et la propriété capitaliste mais pour s'engager vers l'instauration d'une République des travailleurs, une république sociale et démocratique comme elle fut esquissée par la Commune de Paris.

Ceci implique la construction d'une force politique pour impulser un tel combat.

À bas le dialogue social, sans limitation de temps !

Abrogation de la réforme des retraites et de toutes les réformes macroniennes !

Pour la défense des libertés démocratiques : abrogation de tous les textes qui les mettent en cause !

Dehors Macron !

À bas la V^e République !

Pour la République des travailleurs !